

## Supplément

**N**ous avons voulu, en ce numéro de premier anniversaire, faire une sorte de bilan des actions de l'année écoulée. Mais la place nous manque car nous avons beaucoup écrit (en nous efforçant de ne pas être trop longs), à la fois pour nous faire connaître et pour convaincre en argumentant. Nous nous sommes toujours efforcés de développer un raisonnement à partir de bases solides, en reprenant des écrits ou des propos des uns ou des autres, en soulignant des convergences de vue, en mettant en exergue des positions trop équivoques. Par exemple, M. Aniotzbéhère, maire de Sare, prend une part active à l'*Aberri Eguna*, jour de la « Patrie basque » pour les nationalistes, mis cette année sous le patronage de l'*Udalbiltza*, assemblée conçue comme un « instrument pratique » par ETA dans ses visées indépendantistes. Par ailleurs, M. Aniotzbéhère, président de l'association des élus déclare à *La Semaine*: « le département, point final ». Lequel croire ?

Nous nous limiterons à publier nos écrits les plus récents : il y a les communiqués à la presse (7 en 7 mois, ce n'est pas abuser) ou un article particulier (comme celui de *La Semaine*, à lire page 5). Il y a aussi les lettres que nous écrivons aux journaux régionaux (comme ci-contre pour FR3) ou nationaux (*Le Monde* ou *Le Figaro* à la suite des articles sur le Pays basque). Nous nous manifestons également auprès de personnalités dont les positions ont une quelconque influence : le Ministre de l'Intérieur, bien sûr, un député ou un maire (voir page 6). Notre objectif : informer, donner notre point de vue et convaincre. A vous de juger si le but a pu être atteint.



## Au médiateur des rédactions de FR3

Le 21 septembre 2000

Je préside une association qui s'est constituée pour prendre part au débat public local, notamment sur la question du département Pays basque. Nous estimons que ce projet est basé sur l'ethnicité et le séparatisme. Nous sommes attachés aux valeurs de la République, notamment à une communauté de citoyens qui partagent un dessein commun en dépassant leurs différences et la diversité de leurs origines. Je m'adresse à vous à propos de la manière dont la rédaction de FR3 traite cette question. Je vais essayer, dans un premier temps, de me rapprocher de la technique journalistique en exposant des faits. Cet exposé vous paraîtra peut-être un peu long mais j'ai cherché à bien situer l'affaire dans son contexte. Je donnerai ensuite le sentiment des membres de notre association et même au delà, des nombreuses personnes qui se sont manifestées auprès de nous en nous demandant de réagir.

(...)

Il existe chez nous une minorité de nationalistes basques favorables au rattachement avec l'Euskadi et la Navarre, formant l'Euskal Herria (le pays des gens qui parlent la langue basque) qui se constituerait en une Nation ayant droit à son indépendance. Les militants sont regroupés dans la plate-forme Abertzaleen Batasuna. Ils ont reconnu dans leur dernier congrès qu'ils étaient financés par EH et leur programme vise à la « construction natio-

nale », comme EH et ETA. Dans leur dernière conférence de presse retransmise par FR3 Euskal Herria (notez l'ambiguïté de l'appellation), ils défendaient le cas des dernières personnes arrêtées par la police et donnaient la parole à la dame qui avait hébergé cette militante de ETA à laquelle on attribue une participation à 18 actes terroristes. Les militants de AB sont particulièrement actifs : ils profitent de la présence de 5 permanents.

Depuis quelques mois, est apparu dans le paysage politique local un groupe de jeunes gens qui a pris le nom de « démocratie en Pays basque », les « démo ». Ils font parler d'eux en effectuant des délits médiatisables tendant tous à démontrer l'immédiate nécessité d'un département Pays basque. Passé le temps de la surprise, on a vite compris que ce groupe était une émanation directe de AB puisque son principal porte-parole, Jean-Noël Etcheverry est un permanent de AB et ne s'en cache pas (militant professionnel comme le qualifie *Le Monde* du 24 août 2000). Il est actuellement sous le coup de plusieurs mises en examen, dont une pour outrage à magistrat.

Dans une démocratie, tout le monde a le droit d'exprimer son avis. Pour autant, même s'il effectue des opérations délictueuses directement tournées vers les médias, un groupe fortement minoritaire dans l'opinion peut-il bénéficier d'une large couverture par la

(Suite page 2)

**CAP Vivre Ensemble BP 442 64604 ANGLET CEDEX**  
**Tél. : 06 63 03 39 11 fax : 06 63 00 82 92**

(Suite de la page 1)

télévision locale ? C'est la question que l'on peut se poser aujourd'hui. Systématiquement, pour chacun des coups des « démo », les caméras de FR3 Euskal Herria sont là. Elles ont été bien entendu prévenues par les organisateurs qui doivent attendre leur arrivée pour commencer la manifestation. Comme, bien souvent, la manifestation se double ensuite d'une conférence de presse où les caméras sont toujours présentes, c'est rebelote.

Je vous incite à visionner les actualités régionales depuis le week-end dernier. **Tous les jours** (y compris le week-end sur FR 3 Aquitaine) un sujet sur les « démo ». Plus la conférence de presse de AB mentionnée ci-dessus. Le dernier exploit s'est situé dans le bureau de poste de Bayonne centre où ont été distribués des tracts de AB en faveur du vote nul lors du référendum de dimanche. On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure cette retransmission n'interfère pas dans la campagne électorale

légale. Où s'arrête le simple reportage journaliste et où commence la présentation bienveillante ? Où s'arrête la neutralité et où commence le parti-pris ? Quand une minorité, certes agissante, est ainsi largement sur-représentée dans les actualités télévisées ne peut-on pas parler de propagande ? Qu'en est-il de la pluralité des expressions ? Ce sont toutes ces questions que je vous soumetts en bloc. Je me permets d'insister pour que vous visionniez ces actualités.

Je vous exprime, au nom de notre association, notre profonde indignation et même, il faut bien le dire, notre écœurement. Faut-il se mettre en dehors de la loi pour que la télévision locale vous consacre un reportage ? Faut-il se constituer en minorité agissante pour qu'on daigne parler de vous ? Notre association procède d'un courant d'opinion aussi largement représenté dans l'opinion que les nationalistes basques. Nous n'avons jamais bénéficié du moindre passage à la télé locale, nous avons sans doute le tort de

ne pas créer l'événement, comme disent les journalistes. Nous faisons sans doute partie de cette majorité silencieuse à qui ces mêmes journalistes sont dans l'incapacité de donner la parole, tellement ils sont pris dans leur logique événementielle. Au contraire, on assiste à un matraquage digne de la meilleure campagne de publicité. A noter à titre de comparaison que dans l'édition de *Sud-Ouest* d'aujourd'hui, la manifestation de la poste n'a fait l'objet que d'une brève de quelques lignes. Nous émettons des doutes sur la probité professionnelle de la rédaction de FR3 Euskal Herria.

Nous sommes impatients de connaître votre opinion sur ce sujet. Nous vous en remercions par avance.

Jacques Betbeder

*Cette même lettre a été envoyée au CSA, à l'attention de M. Jean-Marie Cotteret, chargé de veiller au « respect des principes éthiques de l'information ».*

## A la rédaction de *Sud-Ouest* à Bayonne

### Le 23 février 2000

Après l'assassinat par ETA de Fernando Buesa, député à l'assemblée d'Euskadi, ancien *vice-lehendakari* et d'un *ertzaina* de la police basque âgé de 27 ans, CAP Vivre Ensemble fait quelques constatations.

C'est M. Otegi, porte-parole de Herri Batasuna, dont *Sud-Ouest* du 14 février nous décrivait le profil "parfait", qui traitait de moins que rien (*gusanos*) ceux qui avaient manifesté samedi à St Sébastien en criant "*Basta ya*". Au premier rang de ces manifestants se trouvait Fernando Buesa. Deux jours après, la parole était remplacée par la voiture piégée : une agression verbale avant une élimination physique.

C'est Mme Colina, d'Abertzaleen Batasuna, membre de la commission permanente de Lizarra - Garazi, dont *Sud-Ouest* du 18 février nous rapportait les propos dans un article intitulé

"Sans violence", qui déclarait qu'elle s'engageait sans équivoque avec Euskal Herritarrok (sigle électoral de Herri Batasuna). Or, les députés d'EH (dont M. Otegi) étaient volontairement absents lorsque l'assemblée d'Euskadi a rendu hommage à leur collègue assassiné et lorsque son président, M. Atutxa, affirmait : "ils ont tiré sur tous les citoyens". Qui a parlé d'équivoque ?

Si notre région est à l'abri de tels actes, nous n'en sommes pas moins amenés à nous poser quelques questions.

M. Ibarretxe vient de déclarer "rompu" (*roto*) le pacte de coalition que le PNV avait signé avec EH. Pourtant, il ne dispose pas de majorité de remplacement à l'assemblée d'Euskadi. Nous attendons la réaction (sans équivoque) des *abertzale* côté français. Si c'est le même silence que HB, la position de M. Borotra

à propos de son alliance municipale sera-t-elle semblable à celle du *lehendakari* ? M. Lamassoure sera-t-il toujours disposé à ouvrir sa liste aux *abertzale* sous le prétexte qu'ils n'ont encore tué personne à Anglet ?

*A des portions de phrases près, le communiqué a été publié en deux parties à quelques jours d'intervalle.*

### Le 3 mars 2-000

CAP Vivre Ensemble partage l'analyse esquissée par Mme Péry sur la question des « prisonniers basques ». La « manifestation nationale » du 11 mars organisée par « le Pays Basque dans son ensemble » le montre bien ; on se trouve confronté à une campagne politique initiée par les séparatistes. Ceux -là mêmes qui « regrettaient » le dernier attentat meurtrier de l'ETA mais ne

condamnaient ni le double assassinat ni les assassins. Si l'on ne tenait compte que de l'aspect humanitaire, on pouvait trouver normal que l'association des élus favorables à un département Pays Basque se préoccupe du sort des prisonniers d'origine basque, qui ont été en relation, de près ou de loin, avec une entreprise terroriste. Mais on peut aussi s'étonner que, quelques jours après, elle n'ait pas exprimé son horreur devant les inqualifiables atteintes aux droits élémentaires de la démocratie perpétrées tout près de chez nous par des terroristes, ou sa compassion pour les familles éprouvées par ce double assassinat. Il y avait eu auparavant 770 autres victimes.

*Publié intégralement*

#### **Le 1er mai 2000**

Pour CAP Vivre Ensemble, le compte-rendu, par ETA, des pourparlers secrets d'août 98 avec les partis nationalistes PNV et EA, publié récemment dans le journal *Gara*, est très instructif pour la compréhension de certains événements locaux.

1- La création de l'*Udalbiltza*, «institution nationale», composée d'élus municipaux des deux côtés de la frontière, dont l'un des objectifs déclarés est d'«affirmer l'existence du Pays Basque en tant que nation» figurait parmi les exigences de ETA et a été acceptée par les partis nationalistes.

2- L'*Aberri Eguna* à Hasparren a été placé sous le patronage de l'*Udalbiltza* qui avait rédigé, à cette occasion, un texte destiné à être lu dans toutes les communes d'Euskal Herria (Euskadi, Navarre et «*Iparralde*»).

3- Parmi les élus municipaux présents figurait en bonne place, au milieu des *abertzale* habituels, le maire de Sare, président des élus pour un département Pays Basque.

4- À l'évidence, tout est lié.

*Publié le 3 mai*

#### **Le 7 mai 2000**

Après la démocratie, symbolisée

par un député, ETA s'en prend à la liberté d'expression en tuant un journaliste. Après l'indignation viennent les questions. Verrons-nous à nouveau chez nous certains se refuser à condamner cet assassinat ? S'il en était ainsi, assisterons-nous encore au spectacle de responsables politiques côtoyant ces gens-là comme si de rien n'était, au Conseil municipal de Biarritz, dans des conférences de presse comme Mme Capdevielle ou dans des manifestations lancées par «L'appel du 9 octobre» ? Les maires et conseillers municipaux du Pays Basque de France, y compris le président de l'association des élus pour un nouveau département, feront-ils toujours semblant d'ignorer que l'*Udalbiltza*, voulue par ETA, reste toujours pour l'organisation armée un «instrument pratique» ? Il faudra bien que les positions de chacun se clarifient.

*Le 12 mai, constatant qu'aucune publication n'avait lieu, nous avons fait part de notre incompréhension. Le texte a été publié (presque intégralement) le 13 mai.*



#### **Le 4 juin 2000**

ETA a encore tué. C'est le cinquième assassinat depuis la rupture de cette soi-disant trêve qui était bien un «piège» (*trampa*) puisque ETA en a profité pour se réarmer. On ne peut qu'être révolté par tant de barbarie et d'abjection. Chez nous, où la violence de rue (*kale borroka*) a fait son apparition par le fait d'apprentis terro-

ristes, on ne pourra pas se limiter à condamner la violence en prétextant que c'est «une faute politique lourde» ou en prenant soin de ne pas condamner explicitement les assassinats et les assassins. De telles ambiguïtés ne sont plus de mise devant cette tragédie. Les porte-parole de Herri Batasuna, bras politique de ETA, proposaient, deux jours avant, aux autres partis nationalistes basques un nouvel accord politique «pour que Euskal Herria soit un pays souverain». L'*Udalbiltza* «serait le moteur de la transition». Pourtant des élus municipaux de France osent encore soutenir cette assemblée tout en sachant que c'est un «instrument» voulu par ETA. Ce sont tous ceux-là qu'on retrouve dans les manifestations en faveur d'un département Pays Basque. Les faits sont maintenant explicites. A chacun de se déterminer.

*Publié le 6 juin*

#### **Le 4 juillet 2000**

Tout s'enchaîne parce que tout est bien lié. «Construction nationale», c'est le maître mot de la dialectique de ETA. Il signifie indépendance du Pays Basque «de l'Adour à l'Ebre» et on n'hésite pas à tuer ceux qui rejettent ce programme. Dans une interview à *Euskaldunon Egunkaria*, vers la mi-mai, des terroristes cagoulés affirmaient : «Si quelqu'un a travaillé pour la construction nationale, c'est bien HB ou EH». Et EH (ou HB) faisait aussitôt une nouvelle proposition pour une «transition politique» vers la souveraineté nationale d'Euskal Herria : approfondir le point de vue souverainiste du pacte de Lizarra, faire de l'*Udalbiltza* une «institution nationale», etc... Cette proposition était envoyée aux autres partis nationalistes, PNV, EA et *Abertzaleen Batasuna*. Après l'assemblée générale de AB à Ustaritz, il est donc confirmé, si quelqu'un en avait jamais douté, que AB «participe au processus de construction nationale». La dépendance idéologique apparaît clairement, et on sait maintenant qu'elle est aussi financière.

*(Suite page 4)*

(Suite de la page 3)

Face à cette situation, la classe politique locale (à de notables exceptions près) limite ses ambitions à des calculs étroitement électoralistes. Jouant sur le besoin de paix civile, par des silences complaisants et des déclarations ambiguës, elle accrédite l'idée que la « construction nationale » envisagée par ETA et ses organisations satellites serait une revendication banale, et les *abertzale* une formation ordinaire.

Elle prétend même qu'on peut les associer aux responsabilités municipales sous le prétexte que la gestion d'une commune relève de la technique et non de la politique. Curieux argument qui tend à nier l'évidence : faire équipe avec les *abertzale*, n'est-ce pas, d'une manière ou d'une autre, reconnaître leur position politique, accepter leur idéologie séparatiste et valoriser les thèses de ETA ?

Publié (sauf la dernière phrase)

le 6/07/2000

#### Le 4 septembre 2000

Pour Cap Vivre Ensemble, c'était malheureusement prévisible ; les attentats continuent de plus belle en Espagne. En effet, il ne faut pas perdre de vue que ces *abertzale*, ces nationalistes basques, tuent dans un dessein précis : la « construction nationale », la création d'une nation basque indépendante qui

(Suite page 5)

**Le 22 juin 2000** après les vols de documents aux Archives départementales et ce qu'on a pu en lire, voir ou entendre dans la presse.

En volant, aux Archives départementales, un document historique concernant notre région, une bande s'est approprié, pour son usage propre et à fin d'exploitation politique, une parcelle de notre mémoire collective. Ces individus ont montré ce qu'ils sont, des démocrates en peau de lapin qui cherchent à imposer leur contrôle sur l'Histoire comme d'autres pensent convaincre en jetant des cocktails Molotov sur les immeubles.

Avant de préférer péremptoirement leurs théories préfabriquées, que ces mauvais élèves lisent les ouvrages de vrais historiens, comme Pierre Hourmat, qui sont à la disposition du public dans toutes les bibliothèques municipales. On nous ressasse que Dominique Garat représentait les trois provinces basques de France à la Constituante. C'est archi-faux, il était délégué du seul Labourd. Les délégués de la Soule ont voté (déjà...) en faveur de la création du département des Basses-Pyrénées (La Basse-Navarre n'avait pas voulu désigner de représentants). D'ailleurs, peu après, viendront de toute la région, y compris du Labourd, des manifestations d'adhésion à tous les décrets de la Constituante. La thèse idyllique d'un Pays Basque

unitaire est une tromperie. Autre affirmation : le document dérobé contiendrait les "délibérations du *biltzar*, l'assemblée des maires (sic) du Pays Basque". Totalement faux ! il ne concerne que le *biltzar* du Labourd. On y trouve notamment la délibération où le Labourd, "qui n'a jamais reconnu Bayonne pour capitale", refuse d'avoir une délégation aux Etats Généraux commune avec cette ville pour la raison, parmi d'autres, que "les Bayonnais ne parlent jamais le basque". Voilà les faits, qui résistent à toutes les assertions pseudo-historiques de tripatouilleurs qui révisent l'Histoire locale à leur façon.

Ce n'est pas la première fois qu'un groupe cherche à falsifier l'histoire pour la mettre au service de sa cause. C'est le propre du totalitarisme qui impose sa loi et ses idées. Ne pas réagir devant de telles pratiques qui portent en germe les pires atteintes à la Raison, c'est laisser se préparer *Fahrenheit 451* et ses autodafés.

Publié, après remise en page, le 26/06/2000.

*Nous ne résistons pas au plaisir de mentionner la réplique (remarquablement faible) que les « démo », mis KO debout, ont fait paraître le lendemain, en conservant le procédé de faire parler D. J. Garat.*

Conscient que les faits avancés par CAP Vivre Ensemble sont faux, mais que l'on peut interpréter le passé de manières différentes, je ne m'abaisserai pas à affirmer que les arguments de M.

Hourmat sont de l'intoxication ; en tant que citoyen imprégné des Lumières et surtout du plus élémentaire respect, je me contenterai d'inviter les membres de CAP Vivre Ensemble à un débat public sur la question. Je suis seulement surpris qu'on accuse quelqu'un de malhonnêteté scientifique, en particulier quand il s'agit de chercheurs reconnus, titulaires de doctorats d'Etat en histoire ou en histoire du droit. Ayant vécu les événements qui nous concernent, je ne m'accorde pas pour autant le droit de décerner les certificats de "faux" ou "vrais" historiens... Il me semble que CAP Vivre Ensemble n'a pas compris, malgré sa finesse d'analyse, que l'objectif de l'action n'était pas de légitimer par l'Histoire la création d'un département Pays Basque. Il n'y a bien que pour eux que le passé a des droits sur le présent ou l'avenir... Pour moi et pour les Démo, il s'agissait de souligner combien il est scandaleux que se trouvent à Pau les archives de trois provinces qui ont rejeté leur intégration à ce département il y a 210 ans et surtout qui la rejettent aujourd'hui. Les 210 dernières années sont passées par pertes et profits, nous ne revenons pas dessus ; cependant, il est temps qu'aujourd'hui Paris respecte enfin la majorité exprimée et que les débats se portent enfin sur ce que demande actuellement la société civile et non sur des polémiques pseudo-historiques.

(Suite de la page 4)

engloberait l'Euskadi, la Navarre et le Pays basque de France. Ils disposent pour arriver à leur fin, d'un bras séculier, ETA, d'une vitrine politique, Herri Batasuna/Euskal Herriarrok, et d'alliés qui souscrivent à leur idéologie, comme Abertzaleen Batasuna chez nous. Pour ces radicaux, il n'est pas suffisant que l'Euskadi jouisse déjà d'un niveau d'autonomie considérable, inégalé en Europe ; Euskal Herria est « une », avec « un seul peuple », et leurs propositions d'indépendance « concernent tous les habitants de ce pays ». La tentative de rapprochement des nationalistes dits « modérés » avec les plus radicaux s'est soldée par un échec, malgré des concessions comme les accords de Lizarra ou l'*Udalbiltza*. En fait, on le sait maintenant, pour les radicaux, il s'agissait d'une étape stratégique et d'un « piège » pour attirer les modérés vers des revendications nationalistes toujours plus dures (que ces derniers n'ont d'ailleurs ni

totallement rejetées ni définitivement rompues). Par contre, cette stratégie a provoqué une fracture dans la population, choquée par la persistance de la *kale borroka* et la reprise des attentats.

A la suite de ces assassinats à répétition, après avoir essuyé nos larmes et rentré notre colère, restons attentifs aux répercussions



D'après Agustin Ibarrola

dans notre région où le nationalisme basque se fait aussi entendre. Peut-on considérer comme décent d'entretenir des alliances avec des *abertzale*, nationalistes radicaux qui partagent les mêmes idées politiques que ETA ? Peut-on être aveugle au point de croire que ces purs et durs du nationalisme basque, inspirés (et financés comme ils le reconnaissent eux-mêmes) par HB/EH, mettent leurs idées dans leurs poches quand ils se transforment en gestionnaires municipaux appliqués ? Soyons en sûrs, le département Pays basque n'est qu'une étape dans la marche vers l'indépendance qu'ils entendent poursuivre. Regarder au delà des échéances électorales, dépasser les limites de son petit territoire, s'intéresser un tant soit peu à l'avenir de la France, est-ce réclamer l'impossible à notre personnel politique ?

Publié le 12 septembre

## A la rédaction de *La Semaine du Pays basque*

Le 27 août 2000

Bravo à *La Semaine*. Arrivera-t-on à aborder les questions de fond que pose le projet de création d'un département Pays basque, avec l'existence prégnante d'un nationalisme basque ? Nous le souhaitons vivement.

Et si on votait ? pouvait-on lire dans un dernier numéro. Pourquoi pas, mais toute démocratie constituée détermine ses règles d'organisation et les consultations électorales n'y dérogent pas. La définition des circonscriptions, le mode de scrutin, la périodicité des élections, tout cela est fixé par la loi. Alors quand on dit qu'il faut faire voter la population du Pays basque, a-t-on vraiment réfléchi ? Le Pays basque n'a aujourd'hui aucune existence légale. Ce n'est d'ailleurs pas nouveau car, sous la monarchie, il en était de même. Il ne faut pas oublier que c'est en 1177 que Bayonne s'est séparé du Labourd. Alors, sur quels critères

va-t-on définir légalement un territoire qui s'appellerait Pays basque ? Demander ensuite aux habitants de ce territoire s'ils sont d'accord pour lui donner une existence administrative, c'est répondre à la question avant de la poser. De plus, un référendum sur un territoire de plusieurs cantons nécessite une modification de la loi par le Parlement. Et même si la loi l'autorisait, il faudrait, dans ce cas précis, désigner l'autorité qui déciderait de la formulation de la question posée. Et on sait qu'une question n'est jamais neutre. Bien sûr, nous avons M. d'Elissagary, inlassable théoricien du départementalisme, qui sait si bien donner des leçons et distribuer les bons et mauvais points... En poussant à bout le paradoxe, un référendum local pourrait-il déposséder le Parlement d'une de ses fonctions essentielles, créer la loi ? Et la partition d'un département ne concerne-t-elle qu'une partie ou la totalité de la popula-

tion du dit département ?

Il faut bien s'y résoudre, la création d'un département est du ressort du Parlement, nous l'avons toujours rappelé quand nous disions que, sur cette question, la voix d'un simple citoyen a le même poids que celle d'un maire.

Ceci dit, nous ne refusons pas le débat public. Nous disons qu'historiquement, culturellement, humainement, l'agglomération bayonnaise et son bassin de vie ainsi que le val d'Adour sont loin d'être essentiellement basques et il n'y a aucune raison majeure pour les intégrer dans une entité territoriale qui se dénommerait Pays basque. Nous ne reviendrons pas sur le point de vue historique, les "démos" nous ayant donné récemment l'occasion de rappeler les faits et il a bien fallu qu'ils rempochent leurs affirmations falsifiées. Sur le plan culturel, nous rappellerons les chiffres du son-

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

dage effectué en 1996 par l'Institut culturel basque (voir *La Semaine* du 25/10/1996) : sur le BAB, 87% de la population ne comprend pas le basque (contre 64% sur l'ensemble du Pays basque). Autre chiffre intéressant : sur le Pays basque, 13% ont une attitude défavorable vis à vis de l'euskara et 39% sont indifférents, soit au total plus de la moitié qui ne se déclarent pas favorables. Quand on connaît le légitime attachement des Basques à leur langue, ce chiffre ne manque pas d'étonner et prête à réflexion.

D'autant plus que le chiffre correspondant, concernant le BAB seul, n'a pas été publié. Il aurait pu être éclairant...

Que les Basques, comme les Gascons, défendent leur langue, rien de plus normal. Mais nous refusons que certains cherchent à imposer dans l'agglomération leur "basquitude", surtout "par l'action directe" (propos extraits du *Monde* du 24 août 2000), ne serait-ce que par une signalisation bilingue. Ils devraient au moins respecter ce précepte, fondement de toute vie en société : ne faisons

pas aux autres ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fit.

Nous avons tenu ce même raisonnement dans le premier numéro de notre brochure. Nous n'avons pas varié depuis. Les informations et déclarations récentes, venues d'ici et là, nous incitent à poursuivre dans la même ligne. Le refus de toute hégémonie et l'affirmation de la citoyenneté passent bien, encore aujourd'hui, par le cadre du département des Pyrénées-Atlantiques.

*Publié en intégralité*

## Au maire de Bayonne

Le 13 août 2000

On a pu constater en lisant *Sud-Ouest* du 09 août combien vous paraissiez vigilant quant à l'esprit dans lequel se déroulaient les fêtes de Bayonne. Saisis par les adhérents de notre association et au-delà, par de nombreux bayonnais partageant votre souci, nous nous permettons d'attirer votre attention et celle de la municipalité à propos de l'évidente prise en otage des dernières fêtes par la mouvance séparatiste basque. Ainsi a-t-on pu lire sur des banderoles traversant des rues du Petit Bayonne que Bayonne n'était pas une ville française ; ainsi a-t-on dû supporter d'autres calicots soutenant des terroristes de l'ETA ; ainsi a-t-on assisté à une mascarade lamentable autour des archives volées récemment à Pau ; ainsi peut-on également constater ces derniers jours sur un des immeubles de la place de la Liberté (face à la mairie...) la présence de banderoles favorables aux prisonniers arrêtés pour participation aux actes terroristes de ETA ou pour complicité avec cette bande armée. Nous n'avons malheureusement entendu à ce sujet aucune prise de position publique de votre part ou de la part d'autre(s) membre(s) concerné(s) de la municipalité. Cela nous paraît pourtant autrement plus grave que les mésaventures d'un char du corso... Déjà l'an dernier, les

tenant d'un département basque avaient utilisé cette période de réjouissance populaire comme faire-valoir ; ils ont d'ailleurs récidivé cette année. Est-ce cela l'esprit des fêtes de Bayonne ? Et quelle image pour tous ceux qui passent par notre ville ! Les fêtes de Bayonne appartiennent-elles à une fraction de la population ? il est permis de se poser la question. La municipalité bayonnaise préfère-t-elle se taire par peur de ripostes violentes ou bien est-elle d'accord avec ces comportements ? Nous n'osons l'imaginer ainsi que, on peut le présumer, la grande majorité des Bayonnais. C'est pourquoi nous espérons une mise au point publique du maire de Bayonne afin que de telles pratiques ne soient plus tolérées lors de moments pendant lesquels on est en droit d'attendre le respect de toutes les composantes de la population.

*Nous avons reçu en réponse la lettre suivant, datée du 21 août.*

C'est à plusieurs reprises que je me suis exprimé pour regretter qu'une minorité profite d'un grand rassemblement populaire tel que les fêtes de Bayonne, afin de véhiculer son message politique.

Je suis donc intervenu dès les premiers jours des fêtes pour faire enlever, par les services municipaux, les banderoles installées dans les rues du petit Bayonne.

Ces banderoles ont été effectivement ôtées mais certaines ont pu être réinstallées à des heures auxquelles les services municipaux ne pouvaient plus intervenir. D'autres banderoles telles que celles dont vous avez observé la présence, place de la Liberté ont été apposées sur des balcons d'appartement privées sur lesquels je ne peux intervenir. Leur enlèvement relève de la compétence de l'Etat qui est garant du respect de l'ordre public.

Soyez assuré que je reste particulièrement attentif à ce que les fêtes de Bayonne demeurent un moment privilégié au cours duquel toutes les composantes de la population, au delà de leurs divergences, de leurs différences, puissent continuer à se retrouver dans l'esprit festif et convivial qui les caractérise.

*M. Grenet ajoutait de sa main :*

Je suis assez étonné que ce soit au Maire de Bayonne que ce courrier ait été adressé...

*A étonné, étonné et demi. Nous devons être distraits quand le maire s'est exprimé pendant ou après les dernières fêtes. Mais s'il l'a fait, tant mieux. Il faut le dire et le répéter. M. Grenet vient d'ailleurs d'exprimer son mécontentement à l'annonce des manifestations nationalistes prévues à Bayonne à l'occasion du sommet de Biarritz. Peut-être a-t-il reçu d'autres lettres que la nôtre.*